

La Vérité des Travailleurs ne peut vivre sans un soutien accru de ses lecteurs!

La lutte pour le triomphe des idées révolutionnaires, ce n'est pas seulement la lutte contre la bourgeoisie et son appareil de répression, la participation aux combats de la classe ouvrière, la polémique avec les adversaires politiques, c'est aussi l'effort journalier pour combattre le moyen le plus puissant dont disposent tous nos ennemis pour tenter d'empêcher l'expression révolutionnaire: le manque d'argent.

Pour chacun de nos militants, c'est peu de chose que de donner chaque mois, en fonction de son salaire, deux mille ou trois mille francs pour que vive le parti et son journal. C'est peu de chose que de verser chaque fois que c'est pos-

sible, quand la lutte à l'entreprise a imposé au patron une augmentation de salaire ou une prime, un soutien supplémentaire. Cela fait partie des sacrifices bien normaux pour un militant qui est prêt à donner pour la révolution et son parti bien autre chose. Cette participation, qui est au fond l'aide la plus facile à apporter à notre lutte, nous la demandons à tous les lecteurs, à tous les sympathisants de « La Vérité des Travailleurs ».

Vous sympathisez avec nos idées, vous les trouvez justes, indispensables au combat de la classe ouvrière. Cependant, vous ne jugez pas — pas encore — nécessaire d'adhérer au Parti pour

mieux aider à leur propagation. Alors en attendant ce moment qui viendra bien sûr pour vous comme il est venu pour d'autres militants d'avant-garde, donnez-nous cette aide — facile — sans laquelle nous ne pouvons intensifier notre action.

ENVOYEZ-NOUS CHAQUE MOIS
UN SOUTIEN REGULIER

Un soutien régulier de chaque lecteur du journal, et le journal, non seulement vivra mais augmentera son influence. Vous le lisez, vous êtes d'accord avec ce qu'il dit, vous voulez donc qu'il aille de l'avant: soutenez-le!

AU SUJET DE L'INTERVENTION RUSSE EN HONGRIE

Pour la tranquillité de nos consciences, acceptons la version « gauche occidentale » du peuple hongrois ne vers une authentique dictature populaire appuyée sur les conseils ouvriers, cherchant qu'à dépasser le stalinisme. Dans ce cas notre place de combat ne faisait pas de doute.

Mais écoutons un peu les staliniens et quelques faits. Supposons que Nagy, appuyé par le peuple hongrois, ait manœuvré « hors du camp de classe » en réclamant le retrait du Pacte de Varsovie et une neutralité équivoque à la Tito en même temps que des élections à l'occidentale. Notre prise de position devait-elle être la même?

Allons encore plus loin: supposons que le peuple, déçu par les résultats d'un régime dominé par les bureaucraties hongroises et russes, ne tienne plus à la propriété collective des moyens de production et ne veuille plus s'opposer à l'intervention de ses anciens maîtres? Sans doute allons-nous tout faire pour le persuader qu'il se trompe et que l'enfant (socialiste) ne doit pas être jeté avec la baignoire (stalinienne). Mais enfin si la majorité du peuple s'entête et, exaspéré par les provocations staliniennes, risque un combat dont la contre-révolution finalement prendra la direction (n'est-ce pas dans la logique des choses?), devons-nous, sous prétexte du respect formel de la démocratie, perdre le bastion magyar, partie des conquêtes socialistes et partie de la lutte de classes internationale? Dans ce cas, la victoire du « peuple » hongrois serait une défaite du camp socialiste.

Mais, hélas! la défaite du peuple hongrois est aussi un affaiblissement de la lutte de classe; et même un affaiblissement militaire par la démoralisation qu'elle a causée dans la classe ouvrière internationale, chez les satellites et en URSS même. Voilà le dilemme auquel nous a acculés le parti stalinien dans l'affaire hongroise: faute de démocratie intérieure, le parti hongrois n'a pu renouveler à temps sa direction et ses cadres; alors quand le peuple se révolte, il n'y a plus aucune solution satisfaisante du point de vue du socialisme et de la lutte de classe.

C'est en toute humilité que je vous pose le problème; même si je parais le résoudre au profit des staliniens, ma conscience n'est pas apaisée par une lumière suffisante, par un raisonnement impeccable. Mais vous-même avez limité le problème aux faits exposés dans le premier paragraphe et ces faits rassurants semblent avoir été dépassés lorsque Kadar s'est décidé à bousculer Nagy avec les tanks russes (Kadar était un compagnon de Nagy, résistant aux staliniens, et il y a tout de même une raison à son attitude).

NOS LECTEURS...

... nous écrivent

Que maintenant les conseils ouvriers aient la sagesse de manœuvrer au sein du « camp socialiste » et que nous les soutenions alors sans réserves, ne résout pas le problème posé par ce moment historique où Nagy et le peuple hongrois en armes ont vraisemblablement manœuvré « hors du camp de classe ». Il ne faut pas esquiver ce problème: il se représentera. Il faut tout de suite savoir si les trotskystes se conduiront alors en social-démocrates ou en socialistes conséquents.

D. (Alpes-Maritimes).

Il n'est pas possible d'avoir une formule qui réponde à toutes les éventualités qui se poseront à l'avenir; mais ce qui s'est passé en Hongrie offre suffisamment d'éléments pour indiquer nos critères.

Il est tout à fait vrai que Nagy à un moment a glissé, notamment en faisant appel à l'ONU. La question du retrait du pacte de Varsovie est une autre chose. C'est un traité inégal et il est parfaitement admissible qu'un Etat ouvrier refuse d'y participer dans les conditions actuelles. Cela ne devrait pas nécessairement entraîner pour lui une politique opportuniste à la Tito. L'appel à l'ONU était un glissement parce qu'il faisait appel à des forces étrangères à la classe ouvrière.

Mais le glissement de Nagy pas plus que la politique opportuniste de Tito ne faisaient de la Hongrie ou de la Yougoslavie autre chose que des Etats ouvriers. Une chose est pour quelques gens, y compris des réactionnaires, de publier un journal dans des journées troubles; autre chose est de ramener les capitalistes dans les usines et les propriétaires fonciers sur leurs anciennes terres.

Dans les événements de Hongrie, il n'y a pas eu une intervention extérieure capitaliste — sauf des individus qui ont pu profiter ici et là d'une situation trouble — et, à notre avis, c'est seulement si la question se serait posée ainsi, c'est-à-dire si on s'érait posée ainsi, qu'une situation nouvelle était créée.

Nous avons écrit précisément qu'une intervention soviétique consistant seulement à interdire l'accès de la Hongrie aux forces capitalistes eut été justifiée.

Mais ici se pose l'autre question: « devons-nous, sous prétexte du respect formel de la démocratie perdre le bastion magyar, partie des conquêtes socialistes et partie de la lutte de

classe internationale » au cas où la majorité du peuple persiste à se tromper?

Tout d'abord, si pendant quelques jours il y avait des doutes sur ce qui se passait en Hongrie, si — en raison de nouvelles qui ultérieurement se sont montrées être des exagérations fabriquées par les staliniens — on pouvait penser que le danger contre-révolutionnaire était très menaçant, il eut fallu faire appel en premier lieu aux travailleurs hongrois, en second lieu aux travailleurs d'autres pays, à des brigades internationales (notamment de Yougoslavie et de Pologne) qui eussent été très bien accueillies par les travailleurs hongrois, mais en aucun cas aux troupes soviétiques, en raison de l'hostilité générale engendrée par toute la politique passée.

En fait, on ne peut avoir de doute maintenant que les travailleurs hongrois étaient profondément attachés aux conquêtes sociales, au nouveau régime social, mais qu'ils voulaient un autre régime politique. Cela a été manifesté par les Conseils ouvriers, malgré l'absence d'une direction capable de formuler ce programme.

Il est peut-être vrai que les travailleurs hongrois auraient voté en majorité pour les socialistes. Mais, tout en combattant la social-démocratie, nous ne pensons pas comme les staliniens que ce soit un parti bourgeois; c'est un parti ouvrier réformiste, opportuniste. Sa venue au pouvoir dans un Etat capitaliste ne transforme pas la nature de l'Etat. Sa venue au pouvoir dans un Etat ouvrier (c'est-à-dire aux formes de propriété collectives) constitue un danger mais ne change pas encore la nature de cet Etat.

L'exemple hongrois a précisément mis en lumière un problème dont les conditions de la Révolution russe dès le début ont rendu la solution difficile, et que les staliniens ont ensuite faussé, celui de la pluralité des partis ouvriers dans un Etat ouvrier. C'est un problème qui prendra de plus en plus de l'importance dans tous les Etats ouvriers, dans la question de l'unité allemande, et enfin dans les pays européens. A ce propos, Garaudy, dans le dernier numéro des « Cahiers du Communisme » polémique contre Togliatti parce que celui-ci considère le parti de Nenni comme un parti ouvrier. La politique de Togliatti est opportuniste sans aucun doute, mais il ne peut se permettre de traiter cavalièrement le parti de Nenni comme le

fait Garaudy. Dans les pays capitalistes avancés, la division ouvrière est un fait et on ne peut penser aller à une société socialiste avec un seul parti ouvrier.

Reste enfin la dernière hypothèse: les ouvriers ne veulent pas des formes de propriété collectives, même avec une direction différente, révolutionnaire ou réformiste. A vrai dire, cette hypothèse paraît très improbable à présent. Mais, dans ce cas, dans le cas où, disons 80 à 90 % des masses travailleuses sont hostiles à la transformation de la société, peut-on la leur imposer avec les armes? Et le camp ouvrier serait-il renforcé en gardant ainsi une surface de tant de kilomètres carrés?

Prenons un exemple qui n'est pas loin de la question. Il n'y a pas un militant sérieux qui voudrait imposer par la force la grève dans une entreprise si seulement 10 % des travailleurs en étaient partisans. Par la force, c'est-à-dire par des mesures brutales contre les travailleurs, directement ou en se livrant à des mesures qui ne pourraient que choquer les travailleurs hostiles à la grève (sabotage, etc...). Dans les grèves, qui, après tout, peuvent être considérées comme un embryon de guerre civile, la violence contre la partie arriérée de la classe est justifiée si cette partie arriérée ne constitue qu'une minorité de la classe. (Il va de soi que majorité et minorité ne se mesurent pas d'une façon formelle, mais c'est un problème que les militants ouvriers comprennent bien).

En aucune façon une force extérieure ne peut remplacer le prolétariat d'un pays, même si cette force extérieure est l'armée d'un Etat ouvrier et si elle était dirigée par des révolutionnaires et non par des staliniens. Une force extérieure ne peut qu'aider. Et encore ne peut-elle pas le faire contre la volonté des prolétaires du pays en question.

L'exemple hongrois permet de définir quelques critères clairs. Il ne faut pas voir d'abord les choses sous l'angle des rapports de force militaires actuels, mais sous l'angle des rapports de force de classe et des formes de propriété. Les tendances dans les Etats ouvriers à se débarrasser de la tutelle du Kremlin peuvent entraîner, aussi longtemps qu'une direction révolutionnaire ne sera pas dégagée (et elle ne pourra le faire qu'à travers un processus plus ou moins long), des faux-pas et même de graves erreurs de la part de directions épisodiques; cela ne change pas la nature de l'Etat. On ne peut penser qu'après l'expérience stalinienne on passera à une situation heureuse du point de vue révolutionnaire sans une période de confusion, de luttes intérieures. Plus vite se formera et se manifesterà une direction capable, et plus les frais seront limités.